

Le(s) capitalisme(s) sur fond de révolution technique à base d'IA

Jean-Marie Harribey

Les Possibles, n° 43, automne 2025

<https://france.attac.org/nos-publications/les-possibles/numero-43-automne-2025/dossier-basculement-economique-monetaire-et-financier/article/le-s-capitalisme-s-sur-fond-de-revolution-technique-a-base-d-ia>

Deux livres ont été publiés à la fin du printemps dernier qui méritent d'être lus de façon complémentaire. L'un et l'autre se situent dans un même contexte, celui des transformations du capitalisme mondial, sous le double effet de la crise que celui-ci traverse et des avancées et risques de la révolution technique apportée par la dénommée intelligence artificielle (IA). Le premier de ces livres est de Dominique Plihon, *Les capitalismes contemporains* (Paris, La Découverte, Repères, 2025). Le second, dans la collection des « Partis pris de la Fondation Copernic », est de Nils Enderlin, Pierre Khalfa, Christiane Marty, Hugo Pompougnac, Linda Sehili, avec la contribution de Claude Serfati, *Que faire de l'IA ? Entre risque et opportunité pour la transformation sociale et écologique* (Vulaines-sur-Seine, Éd. du Croquant, 2025). Le premier auteur et les six suivants partagent nombre d'interrogations communes, mais présentons-les de manière séparée pour mettre en évidence leurs spécificités respectives.

1. La diversité des capitalismes contemporains

Le projet éditorial de Dominique Plihon est de montrer que le capitalisme devenu mondial présente toutefois des visages singuliers à la fois dans le temps et dans l'espace. C'est ce qui justifie le pluriel employé dans le titre de son ouvrage.

Les moteurs de la transformation du capitalisme

Les deux premiers chapitres, qui constituent en quelque sorte selon nous une première partie du livre, sont consacrés à analyser « les deux forces motrices » des transformations du capitalisme contemporain : le pouvoir de la finance et la quatrième révolution industrielle.

Pour présenter la prise de pouvoir par la finance, Dominique Plihon utilise les concepts de l'École de la régulation forgés pour rendre compte du passage du capitalisme fordiste de l'après-guerre au capitalisme financier. Il détaille notamment le concept de régime d'accumulation, qui comprend trois composantes :

« l'organisation de la production et du travail, le partage de la valeur ajoutée et la composition de la demande sociale » (p. 9). Le régime d'accumulation fordiste était caractérisé par une accumulation intensive du capital, le travail à la chaîne dans l'industrie, et une consommation de masse permise par un partage des gains de productivité entre salariés et capitalistes. Le tout étant mis en cohérence par les « formes institutionnelles » pour gérer « le rapport capital-travail, les formes de concurrence, le système monétaire et financier, la place de l'État et l'insertion dans l'économie internationale » (p. 10).

Ce régime d'accumulation entra en crise dans les années 1960-1970 et il s'ensuivit la prise de pouvoir de la finance lors de la mondialisation néolibérale qui vit l'intérêt des actionnaires prendre le pas sur toute autre considération. L'auteur détaille ce qui est désormais largement connu : accaparement de la valeur par les actionnaires avec des stratégies d'entreprises adéquates (fusions-acquisitions, nouvelles chaînes de valeur, dividendes et rachat d'actions), politiques d'austérité, augmentation des inégalités, remise en cause du droit du travail et de la protection sociale, etc. Mais cela n'évita pas la succession interminable de crises financières, dont la plus importante fut celle des *subprimes* en 2007.

L'auteur examine ensuite l'impact de ce qui sera certainement désormais appelé la quatrième révolution industrielle. Celle-ci a connu deux vagues. D'abord celle dite des nouvelles technologies d'information et de communication (NTIC), puis celle de l'IA. La première ne tint guère ses promesses de « nouvelle économie » car la spéculation financière était en son cœur. La seconde est portée par l'IA définie « comme la reproduction par un logiciel de certaines de nos capacités mentales, que ce soit le raisonnement, la compréhension (de textes, par exemple), la démonstration ou la perception (de formes ou d'images) » (p. 36). Dominique Plihon ne cache pas que « l'efficacité des innovations technologiques fait débat » (p. 43). La chute de la

progression de la productivité du travail en est l'illustration. « Le décrochage des pays européens » (p. 44) dans la course technique en est une autre.

L'avènement des monopoles numériques transforme les rapports sociaux

Suivent deux chapitres (le 3 et le 4) formant une deuxième partie, qui sont sans doute les plus novateurs dans cet ouvrage. En effet, mondialisation financière et IA vont être les vecteurs de l'avènement de monopoles numériques rentiers. « C'est dans le domaine des nouvelles technologies et du numérique que le processus de concentration a été le plus spectaculaire, avec la montée en puissance des *Big Tech* : d'une part, les GAFAM états-uniennes – Google (Alphabet), Apple, Facebook (Meta), Amazon et Microsoft – et, d'autre part, les BATX chinoises – Baidu, Alibaba, Tencent et Xiaomi. » (p. 49). La croissance des *Big Tech* est fondée sur l'exploitation des *big data*, c'est-à-dire de l'immensité des données, grâce à des algorithmes puissants. On est au cœur du « capitalisme de plateforme ». Les plateformes sont « des structures numériques servant d'intermédiaires entre plusieurs groupes d'utilisateurs » (p. 52), tels le moteur de recherche de Google ou Uber et Airbnb. Elles bénéficient d'effets de réseau, pratiquent des prix pour capter des utilisateurs, et fixent leurs propres règles. D'un point de vue économique, il s'agit d'un capitalisme rentier, c'est-à-dire, d'une captation de valeur par les monopoles numériques » par « le contrôle du *cloud* et de l'IA » (p. 56-57).

Tout cela marque une nouvelle étape dans l'évolution du capitalisme, caractérisée par la transformation des rapports sociaux. La firme numérique diffère de l'entreprise traditionnelle car les actifs mobiliers et immobiliers nécessaires aux plateformes se limitent à la possession de « fermes » de serveurs pour stocker les données. Une deuxième grande caractéristique de ce capitalisme est la précarisation des travailleurs digitaux, associée à une nouvelle forme d'assujettissement. Le monde du travail se restructure autour de deux blocs : un bloc de salariés nécessaires aux entreprises traditionnelles, « pris en étau entre le développement massif et rapide de la robotique, de l'automatisation, et sa déstructuration par l'externalisation » (p. 65) ; et un bloc croissant de « contractants indépendants, entrepreneurs de soi, de travailleurs externalisés, formant un nouveau

prolétariat surexploité et précarisé par le capitalisme de plateforme » (p. 65).

Il s'ensuit un partage de la valeur défavorisant la part salariale, la montée des inégalités entre pays, une fracture numérique non seulement entre pays dominants et émergents, mais aussi au sein même des pays développés, en fonction de l'âge et de l'éducation. L'auteur souligne aussi la menace qui pèse sur la démocratie et les libertés. Derrière le capitalisme de plateforme, il y a le risque d'un « capitalisme de surveillance » (p. 72). C'est le cas aussi bien en Chine, par un contrôle étroit de la population, qu'aux États-Unis, où se forge une alliance trumpienne-libertarienne entre le pouvoir politique, la finance et les *Big Tech*.

Du capitalisme protéiforme et multipolaire à sa crise

C'est dans ce que nous discernons comme troisième partie contenant les chapitres 5 et 6 que le titre du livre sur *les* capitalismes trouve sa justification. La raison en est que « la mondialisation n'a pas pour autant conduit à une convergence vers un modèle uniforme de capitalisme de type occidental. On a assisté au contraire à une imposante différenciation des capitalismes sur la planète. » (p. 74). Le développement des pays émergents et l'affrontement des deux super-puissances États-Unis/Chine sont maintenant avérés. Et, en reprenant sa grille d'analyse régulationniste, Dominique Plihon distingue trois modèles de capitalisme dans les pays du G7 : le modèle anglo-saxon de « capitalisme de marché », le « capitalisme social-démocrate » des pays scandinaves, le « capitalisme coordonné ou capitalisme européen continental », en Allemagne et France (p. 75-76). L'Union européenne a cependant eu tendance à se rapprocher du modèle anglo-saxon par son orientation néolibérale.

Impactés par la révolution numérique, les États-Unis et la Chine constituent cependant deux modèles de capitalisme de plateforme. D'un côté, « le paradigme de la société de marché » (p. 78) ; de l'autre, un capitalisme de plateforme mais contrôlé par l'État, qui met en œuvre la « Route de la soie » et une société de surveillance.

À côté de ces deux pôles figurent aussi plusieurs autres modèles intermédiaires ou qui en sont des variantes : ainsi, le « national-capitalisme autoritaire », assez fréquent dans les pays émergents, lesquels, bien que très divers, sont « des acteurs majeurs du capitalisme au

XXI^e siècle [...] dont le poids a considérablement augmenté dans l'économie mondiale » (p. 82-83). « Cette diversité des capitalismes se retrouve dans tous les continents, en Amérique latine, Asie, Afrique et Europe continentale. » (p. 86).

Diversité signifie des évolutions qui peuvent être contradictoires et se traduire par un risque de « guerre des capitalismes » (p. 87), dans la mesure où les transformations du capitalisme ont entraîné un bouleversement des relations internationales.

L'incertitude est telle qu'il convient de s'interroger sur les crises du capitalisme et leur régulation. C'est l'objet du dernier chapitre du livre de Dominique Plihon. Quatre idées y sont développées. La première est que le capitalisme traverse une crise systémique, une « polycrise historique », car elle « peut être considérée par son ampleur et sa complexité comme l'une des plus graves dans l'histoire du capitalisme » (p. 91). L'économie mondiale est face à une grande dépression que les politiques néolibérales ne peuvent juguler, au point de les voir remises en cause, avance l'auteur (p. 94). La situation est telle que la crise provoque un « basculement géopolitique » (p. 95).

Y a-t-il alors une régulation de capitalisme contemporain possible ? Dominique Plihon propose six pistes de réflexion et d'action :

- Réduire l'emprise de la finance sur l'économie mondiale, ce qui signifie verdir la régulation du système bancaire et restreindre le pouvoir des oligopoles bancaires.

- Réguler les géants du numérique : aux États-Unis, la tâche est rude face à Trump ; l'Union européenne a adopté en 2022 le *Digital Markets Act* qui porte sur les conditions d'interopérabilité avec les concurrents modestes. Malheureusement, la régulation de la concurrence est inadaptée au capitalisme de plateforme qui fonctionne avec des transactions hors marché. Et cela d'autant que « le processus de socialisation numérique réalisé par les plateformes est biaisé par leur logique de rente, de profit et leurs positions dominantes » (p. 105).

- Construire une souveraineté numérique européenne, alors que l'UE souffre d'une absence de politique industrielle commune bénéficiant d'un important soutien public, au contraire des États-Unis et de la Chine, par rapport auxquels l'UE est en grand retard.

- Faire face à l'impératif écologique, bien que la révolution numérique ne présente pas que des avantages pour l'écologie, tellement elle est

gourmande en énergie, en eau et en ressources multiples.

- Réformer la gouvernance des entreprises, surtout en donnant aux salariés et aux usagers la capacité de décider à tous les niveaux.

- Refonder la coopération internationale, qui est indispensable pour surmonter la crise écologique ; la réforme des organisations internationales et de leur gouvernance est un passage obligé.

La conclusion de Dominique Plihon exprime l'idée que le devenir du capitalisme est en débat, au point que la « sortie du capitalisme » commence à être envisagée puisque « le mode de développement productiviste a atteint ses limites » (p. 113). Mais « il convient de ne pas sous-estimer la capacité d'évolution du capitalisme » (p. 114)... Ce n'est pas « la fin de l'histoire »...

Le livre de Dominique Plihon offre un panorama qui sera très utile aux lecteurs, tant par la qualité des éléments apportés que par la clarté pédagogique d'un texte bien structuré et très bien écrit. La coutume d'une recension étant de poser des questions sur des points qui méritent approfondissements, posons-en deux.

Premièrement, si l'on accorde la plus grande importance à la diversité des capitalismes dans le monde d'aujourd'hui, que reste-t-il d'un socle commun à ce système ? Que devient le prélèvement de la plus-value pour devenir profit, en tant que socle de l'exploitation de la force de travail ? Quel rôle joue l'affrontement de classes dans l'évolution du système ? Ces concepts et facteurs ne disparaissent-ils pas dans la mise en exergue de la diversité des capitalismes ? Par exemple, Dominique Plihon souligne que la productivité du travail ne progresse plus guère (p. 41 et suiv.). Or, n'est-ce pas cette dernière qui est, *in fine*, à la source de la rentabilité du capital, dont les soubresauts ont quelque chose à voir avec les crises du capitalisme, phénomène qui n'est peut-être pas suffisamment évoqué ? En termes théoriques, les catégories fondamentales du capitalisme ne pourraient-elles pas être réinsérées même pour analyser la diversité de leurs applications ? L'absence de Marx et même de Keynes dans la bibliographie a-t-elle une signification ? Ou bien la lecture proposée par l'École de la régulation ne mériterait-elle pas d'être complétée ? Nombre de commentateurs de l'actualité économique s'interrogent sur le risque de krach qui plane sur l'économie mondiale. D'une part, les surinvestissements dans les

secteurs liés à l'IA en complet décalage avec les profits réalisés entretiennent une bulle financière qui menace d'éclater à tout moment : « 4 000 : C'est en milliards de dollars (soit 3 400 milliards d'euros), la barre franchie par la capitalisation boursière du fabricant américain de processeurs Nvidia, le 9 juillet. Une première mondiale. 3 000 : C'est en milliards de dollars, le montant que pourraient atteindre les dépenses mondiales totales dans l'intelligence artificielle (IA) d'ici à 2029, selon la banque Morgan Stanley. 30 à 40 : C'est en milliards de dollars, la somme que les entreprises ont déjà investie pour s'équiper de projets utilisant l'IA générative, selon le Massachusetts Institute of Technology. Pour le moment, 95 % de ces projets échouent à créer de la valeur mesurable »¹. D'autre part, la numérisation des flux financiers accroît l'instantanéité des paiements et le risque de dépôts et de retraits massifs. La volatilité ne concerne plus seulement le cours des flux financiers mais la stabilité de ceux-ci². Autrement dit, resurgissent sur fond d'IA les contradictions fondamentales du capitalisme, notamment le hiatus récurrent entre la recherche du profit et les capacités à en créer à la hauteur espérée. Quand le hiatus est trop grand, la bulle éclate.

La seconde question porte sur un point qui a toujours fait débat dans la littérature économique : les transformations techniques déterminent-elles l'évolution des sociétés ? Dominique Plihon évoque à plusieurs reprises la thèse de Schumpeter, alliée à celle de Kondratiev sur les cycles longs de l'économie. Certes, cette thèse insistant sur l'influence des innovations techniques n'est pas aussi empreinte du déterminisme inéluctable d'un Jaques Ellul, mais plusieurs auteurs de premier plan ont insisté pour montrer que c'est l'adéquation entre les transformations techniques et celles des rapports sociaux de production qui explique le passage d'une onde longue à une autre (voir par exemple les travaux d'Ernest Mandel ou de Michel Husson³). Ainsi en a-t-il été lors des révolutions industrielles précédentes. Donc, l'incertitude

concernant le rôle de l'IA dans le devenir du capitalisme n'est-elle pas liée au fait que le capitalisme, quelle que soit sa diversité, se révèle pour l'instant incapable d'offrir un modèle social qui ne soit pas fait de subordination et de précarisation accrues et donc placé devant la difficulté de relancer une vague forte d'accumulation réelle ? Le livre de Dominique Plihon nous offre cette intuition puisque c'est lui-même qui consacre un chapitre à la dégradation des rapports sociaux à l'ère du numérique. Dit à l'envers, cela voudrait peut-être dire l'incapacité actuelle du capitalisme à ouvrir une nouvelle voie pour l'humanité.

2. Que faire de l'intelligence artificielle ?

Le second livre de la Fondation Copernic sur lequel nous rapportons ici est centré sur l'enjeu que représente l'IA dans la perspective d'une transformation sociale et écologique. Écrit à deux fois six mains, il a l'avantage d'offrir une pluralité d'approches que les auteurs essaient de mettre en cohérence avec la problématique générale consistant à se demander ce que l'on peut et doit faire avec l'IA. La question de départ ressemble à celle par laquelle se terminent les interrogations sur le livre de Dominique Plihon : « Les machines penseront-elles un jour, au point de s'émanciper de l'humanité ? » (p. 7). Pour l'instant, « nos existences sont désormais tout entières infiltrées par les services mobilisant de l'IA » (p. 9). Mais, « à l'instar de toutes les innovations techniques, l'IA n'est pas susceptible par elle-même d'être dite "bonne" ou "mauvaise" » (p. 9). Plutôt que de résoudre *a priori* la question délicate sur la neutralité en soi ou non de la technique, regardons le contenu du livre. Il est structuré en huit chapitres, dont certains peuvent être regroupés, mais leur ordre ne le permet pas toujours.

La technique de l'IA

Le premier chapitre forme une partie à part entière. C'est un exposé technique détaillé sur ce qu'est vraiment l'IA. Le lecteur y apprend une foule de choses lui permettant de se repérer dans un labyrinthe de plus en plus complexe. L'IA est « un projet de développer des systèmes basés sur des mécanismes analogues à ceux des mécanismes humains, comme la capacité à raisonner, trouver du sens, généraliser, ou apprendre de l'expérience passée » (p. 15). Cet objectif est atteint par la transcription des

¹ Arnaud Leparmentier, « Les économistes inquiets d'une bulle liée à l'IA », *Le Monde*, 26 août 2025.

² Ingrid Feuerstein, « La digitalisation accentue le risque de panique bancaire », *Les Échos*, 28 août 2025.

³ Ernest Mandel, *Le troisième âge du capitalisme*, Francfort, Suhrkamp Verlag, 1972, Paris, Les Éditions de la Passion, 1997 ; Michel Husson, « [La théorie des ondes longues et la crise du capitalisme contemporain](#) », décembre 2013.

informations, des données, en une suite de nombres (d'où l'appellation numérique). Celle-ci accomplie, reste à programmer la séquence de calculs dans un algorithme pour obtenir le résultat escompté. Cela est permis par la mise en pratique de « l'apprentissage machine » (en anglais *Machine Learning*, ML) qui traduit en lois statistiques les caractéristiques principales d'une série de données dites « d'entraînement ». Et l'auteur présente les différentes méthodes d'apprentissage (supervisé, non supervisé, par renforcement, auto-supervisé). Une première question vient alors à l'esprit : si l'apprentissage est fonction de la quantité toujours croissante des données rassemblées, qu'en est-il de leur qualité ? On le verra plus loin, comme le recueil des données nécessite de la main-d'œuvre, comment la qualité des données pourrait-elle être garantie en employant une force de travail surexploitée ?

Ne nous trompons pas : « un neurone artificiel n'est ni plus ni moins qu'une fonction mathématique calculée par un programme d'ordinateur » explique l'auteur (p. 22), en citant Yann Le Cun, inventeur du *Deep Learning* et responsable de l'IA chez Meta. « L'entraînement d'un modèle d'IA consiste à *minimiser une fonction d'erreur* » (p. 22), erreur entre le bon résultat et celui trouvé par le modèle. L'auteur donne l'exemple du « perceptron », inventé par Frank Rosenblatt, qui est un algorithme « classificateur linéaire ». Il faut se souvenir simplement de ce qu'est en mathématiques une fonction composée, c'est-à-dire une fonction de fonction. Ici, on associe une *fonction affine* ($ax+b$), où x est un échantillon de données et a et b deux paramètres acquis par apprentissage, à une *fonction dite d'activation* « qui décide si le neurone est actif ou non » (p. 23-24)⁴.

Pour que ce neurone apprenne quelque chose, on le soumet à un algorithme dit du « gradient » qui intègre de nouvelles valeurs des paramètres susceptibles de réduire l'erreur à chaque nouvelle introduction. Ce gradient est constitué de l'ensemble des dérivées partielles des paramètres par rapport à la fonction composée que l'on obtient successivement dans une sorte de

« descente » des erreurs successives en diminution.

Comment ces procédures techniques trouvent-elles à s'appliquer concrètement ? Les grands modèles de langage (LLM) sont des logiciels interactifs (comme WhatsApp) formant ainsi une « IA générative », appelée ainsi car elle est en mesure, selon le contexte, de générer le mot suivant ou la phrase suivante. Un pas de plus est franchi avec l'« IA générale » capable d'exprimer le « bon sens » qui dépend selon Le Cun d'un « modèle du monde ». Ce dernier terme désigne le fait que « chaque personne a son propre modèle du monde, sa propre représentation des objets, de leur interaction, de leur comportement, et surtout de leur évolution dans le temps » (p. 34).

Ce chapitre technique se termine en ouvrant une réflexion politique sur l'IA. « La croyance en la possibilité d'une intelligence mécanique, égale et même supérieure à l'intelligence humaine, a aussi servi de support à une idéologie plus vaste baptisée TESCREAL, acronyme signifiant *Transhumanism, Extropianism, Singularitarianism, Cosmism, Rationalism, Effective Altruism, Longtermism*. » (p. 37). Plus sérieux et plus grave est l'objectif de « protéger les élites en promouvant des projets tels que la cryogénisation, la colonisation de l'espace, l'augmentation des facultés humaines ou visant à sélectionner les êtres humains en fonction de leurs prétendues capacités. » (p. 38).

L'IA dans un contexte particulier du capitalisme

Après ce premier chapitre pédagogique bien que technique, s'ouvre une deuxième partie avec les chapitres 2 et 3. Le lecteur bénéficie d'abord d'une synthèse utile sur les transformations du capitalisme lors des trois révolutions industrielles précédentes, en détaillant davantage le passage du capitalisme fordiste au capitalisme financier. Comme ces éléments sont maintenant assez bien connus, nous ne les commentons pas plus. On retrouve une idée commune avec le livre de Dominique Plihon : la crise de 2007-2008 « peut donc être considérée comme une crise du régime d'accumulation du capitalisme néolibéral » (p. 51). Avec toutefois une nuance intéressante par rapport à une lecture simplement régulationniste : « C'est ce qui s'est passé dans la sphère de production qui a été à la racine de la crise qui s'est déclenchée dans la sphère financière. » (p. 51). Une lecture un peu plus marxienne que la précédente donc. Marx est un

⁴ Je précise qu'en modifiant les paramètres a et b , on transforme à chaque étape la fonction affine. Un peu comme, en mathématiques, on transforme la fonction affine par un changement du coefficient directeur (a) et de l'ordonnée à l'origine de la droite (b). La fonction reste de *type affine* mais c'est une nouvelle fonction.

peu critiqué dès l'entame du chapitre, mais on est bien obligé de le convoquer, même silencieusement, pour comprendre. Juste une remarque de détail mais qui n'en est pas tout à fait un : la chute de la rentabilité du capital débute aux États-Unis dans la seconde moitié des années 1960, bien avant le premier choc pétrolier qui n'en est donc pas la cause comme le laissent entendre les auteurs (p. 49)⁵.

Dans cette situation, les innovations techniques provoquent des « effets paradoxaux » (p. 51). Le premier est bien connu : les innovations n'empêchent pas la baisse des gains de productivité du travail. Les causes sont multiples : insuffisance des investissements, des objets qui nous font faire les choses différemment mais pas de nouvelles. Et surtout, anti-modèle social, avec une « tâcheronnisation du travail » (p. 54)⁶.

Sommes-nous en présence d'un nouveau capitalisme ? On retrouve l'idée qu'il s'agirait d'un capitalisme rentier, que certains ont qualifié de « techno-féodalisme »⁷. Ici, les auteurs énumèrent les formes de ces rentes, mais n'aurait-il pas fallu rappeler que, fondamentalement, la rente capitaliste représente une fraction de la plus-value⁸ ? De plus, le livre affirme avec raison que les mécanismes de formation des prix n'obéissent pas à un fonctionnement de marché mais à des rapports de forces entre géants de la tech. Mais, là encore, ce n'est pas propre à la révolution numérique : « la validation sociale de la production se fait *a*

posteriori dans l'échange », disent les auteurs mais cela est vrai pour toutes les marchandises⁹.

Plusieurs études citées par les auteurs de l'ouvrage soutiennent que « nous assistons à un double phénomène. D'une part, les impératifs de l'accumulation du capital influencent le développement des algorithmes. D'autre part, ces derniers transforment le processus de l'accumulation. [...] La logique de l'accumulation s'applique ici à fond : pour être de plus en efficace pour prédire et formater les comportements des consommateurs, il faut augmenter sans cesse la quantité de données disponibles, leur variété, mais surtout utiliser des données qui renvoient aux comportements les plus intimes. » (p. 56-57). Le risque est d'aboutir à un capitalisme de surveillance de nos vies. Il est donc crucial de savoir dans quel cadre réglementaire se fait et se fera le développement de l'IA.

La chose est d'importance car plane au-dessus de nos têtes la « finitude des ressources » (titre du chapitre 3, p. 73). Certes, l'apprentissage machine peut aider fortement à modéliser l'évolution du climat et à maîtriser les impacts environnementaux des activités. Mais l'IA est aussi une menace contre l'écologie à cause de sa boulimie croissante en énergie, en eau et en ressources. De plus, « le contrôle de ces ressources est un avantage considérable pour les monopoles du secteur, qui influencent par conséquent la politique extérieure de leurs États respectifs pour conquérir ces avantages ». (p. 78). C'est une vieille histoire du capitalisme colonisateur aidé par les États¹⁰.

⁵ La grande « [Fresque historique du système productif](#) » pour la France publiée par l'Insee en 1974 ne permet pas de dire la même chose que pour les États-Unis, puisque la baisse de la rentabilité du capital n'y apparaît qu'un peu plus tard.

⁶ Sur l'aliénation au travail aujourd'hui, voir l'excellent livre de Stéphanie Roza, *Marx contre les GAFAM, Le travail aliéné à l'heure du numérique*, Paris, PUF, 2024.

⁷ Voir notamment Cédric Durand, *Techno-féodalisme, Critique de l'économie numérique*, La Découverte, Zones, 2020. Le concept a été repris par Yanis Varoufakis, *Technofeudalism : What killed capitalism*, The Bodley Head, 2023, trad. française : *Les nouveaux serfs de l'économie*, Paris, Les Liens qui libèrent, 2024.

⁸ Même une critique féroce du concept de techno-féodalisme comme celle d'Evgeni Morozov laisse dans l'ombre ce point : « Controverses sur le techno-féodalisme, Le numérique nous ramène-t-il au Moyen Âge ? », *Le Monde diplomatique*, août 2025.

L'exploitation du travail réinventée mais aussi les résistances

Nous regroupons les trois chapitres suivants (4, 5 et 6) dans ce qui constitue, selon nous, une troisième partie de ce livre.

« L'IA se déploie de plus en plus au sein des entreprises, dans tous les secteurs d'activité, dans le privé mais aussi dans le public. Touchant tous types de métiers, des secteurs industriels au travail qualifié, des métiers administratifs aux

⁹ Karl Marx, *Le Capital*, Livre I, 1867, *Œuvres*, Paris, Gallimard, La Pléiade, tome I, 1965. Pour une présentation de la notion de validation sociale, Jean-Marie Harribey, *En quête de valeur(s)*, Vulaines-sur-Seine, Éd. du Croquant, 2024.

¹⁰ Voir notamment Alain Bihr, *Le premier âge du capitalisme (1415-1763)*, tome 1, *L'expansion européenne*, Page 2, Syllepse, 2018.

métiers techniques ou la santé, l'intelligence artificielle transforme le travail, voire le révolutionne. » (p. 79). Une discussion, déjà ancienne, a agité les milieux académiques pour savoir quel serait l'impact des NTIC et de l'IA en termes d'emploi. Les études ont abouti à des résultats tellement contradictoires que l'incertitude règne encore. Les auteurs de ce livre estiment que certains métiers sont plus particulièrement exposés : « dans le développement informatique, l'assistance juridique, l'analyse financière, le service à la clientèle... » (p. 80). Utilisant les concepts de Marx, ils précisent : « l'emploi capitaliste des machines devient une méthode particulière pour fabriquer de la plus-value relative... c'est encore vrai aujourd'hui » (p. 80) ¹¹. Modulant opportunément, sinon contredisant, leur affirmation citée plus haut sur la « révolution » du travail, ils ajoutent : « l'IA ne métamorphose pas les rapports de production mais agit plutôt comme un nouveau vecteur permettant à la logique capitaliste de prospérer. » (p. 80) ¹².

Cependant, « l'IA présente des nouveautés certaines » (p. 80). Parmi elles, le travail s'intensifie. D'autre part, si l'IA apporte des effets positifs en matière de diagnostic, la santé est un « cas emblématique » (p. 82) de reproduction des discriminations et des inégalités d'accès. Dans certains secteurs comme La Poste, les seuls gains de productivité obtenus le sont par suppression de postes et non par efficacité accrue. Mais les auteurs ont raison de montrer que « loin des fantasmes du remplacement du travail humain, le travail est souvent déplacé » (p. 92) : sous-traitance, néocolonialisme. Dès lors, l'impact le plus décisif est sur « l'exercice des métiers et les conditions de travail », au point de recréer une « taylorisation du travail » avec

perte de « sens du travail » (p. 95-96). La perte d'autonomie est causée par le fait que le travail doit être accompli « dans le cadre de contingences d'actions préalablement fixées » (p. 98). Le travail ne disparaît pas, mais sa nature change et sa qualité s'appauvrit, tant dans le privé que dans l'administration publique, à l'instar de la Direction générale des finances publiques (DGFP).

Néanmoins, les résistances à la dégradation des conditions de travail et à la perte de sens s'organisent, notamment pour dépasser « la contradiction entre travail réel et travail prescrit » (p. 113). Des luttes émergent tant dans les pays industrialisés que dans les pays émergents où travaillent ceux qui cliquent pour entrer les données et ceux qui creusent pour extraire les ressources. En France, on note un début d'organisation syndicale autour de ces enjeux.

Un autre aspect des résistances porte sur la dénonciation des discriminations et sur le combat contre elles. Les discriminations dues à l'IA sont le reflet de celles qui existent dans la société : « avec tout ce qui circule sur les forums, les réseaux sociaux, les nombreux sites pornographiques, c'est-à-dire quantité de textes qui comportent en masse des stéréotypes sexistes, homophobes, racistes, il n'est pas étonnant que l'IA produise, voire renforce parfois ces stéréotypes. La réalité est que nous avons des préjugés, l'IA les apprend et les restitue. » (p. 124). Les biais sexistes et autres se rencontrent fréquemment dans le recrutement de personnes, particulièrement à l'encontre des femmes. La lutte contre ces discriminations nécessite d'améliorer la qualité des données, la diversité et la formation des équipes, la transparence et le contrôle des algorithmes.

L'IA pour la guerre ou pour la démocratie ?

Les deux derniers chapitres de cet ouvrage peuvent être vus comme une alternative. L'un est certainement rédigé par Claude Serfati ¹³, déjà auteur de nombreux livres sur l'ordre militaro-sécuritaire. Il explique que l'IA est « une technologie de portée générale » car « elle se diffuse dans tous les secteurs de l'économie et de la société » (p. 135-136). Mais « elle se distingue des autres technologies de portée générale car ses développements se situent d'emblée à l'échelle

¹¹ Je précise que la plus-value augmente soit de manière absolue quand les capitalistes baissent les salaires pour un même temps de travail ou font travailler plus longtemps pour un même salaire, soit de manière relative quand la productivité du travail augmente par rapport à la valeur des biens de consommation représentée par le salaire.

¹² Sans doute le concept de « rapports sociaux » employé dans le livre de Dominique Plihon et celui de « rapports de production » dans le livre collectif ici n'ont pas tout à fait le même sens. Le premier a une étendue large pour entendre l'ensemble des relations économiques et sociales, tandis que le second se rapporte plus précisément aux rapports de production entre capital et travail au sein du mode de production capitaliste.

¹³ Rien n'est dit sur la raison pour laquelle la contribution de Claude Serfati est placée dans un statut spécial par rapport aux autres contributions anonymes.

internationale, et cela résulte de la circulation et de l'accumulation croissante des connaissances » (p. 136). L'auteur pense que nous sommes à la veille d'une nouvelle étape de l'utilisation des techniques « à des fins de destruction » (p. 137). Il s'ensuit un risque de dilution de la responsabilité humaine avec le développement de la capacité d'autonomie des armes.

Le rapport entre l'IA et la démocratie est le dernier volet examiné dans le livre. C'est le moment des nuances avancées à juste titre par les auteurs : « Largement fantasmagorique, l'idée que la machine puisse supplanter l'humain à l'avenir porte malgré tout en elle une inquiétude légitime sur l'usage des technologies et la possibilité qu'elles ne finissent par nuire à l'intérêt général. » (p. 145). Opportunité ou risque, tel est le dilemme offert par l'IA et c'est sans doute les deux à la fois : opportunité *et* risque. Dans cet ordre d'idées, la réglementation de l'utilisation de l'IA n'est encore que balbutiante et surtout n'entre pas trop dans l'agenda des États : plutôt soutien à l'IA que réglementation. Ainsi, la réglementation au sein de l'Union européenne semble plus superficielle que novatrice, dès lors que le pouvoir de l'utilisation de l'IA reste confiné aux géants de la tech : les États cherchent à réguler les usages de l'IA, mais « font mine de ne pas voir le problème de la concentration du pouvoir en matière technologique » (p. 160). La situation de l'Europe est une « double vassalité » : à l'égard des géants de la tech états-uniens pour les infrastructures numériques et de la Chine pour les composants électroniques et les matières premières.

La conclusion du livre par les auteurs est résolument politique en vue de contrôler démocratiquement l'IA, l'orienter en faveur de la soutenabilité écologique et la mettre au service d'une planification démocratique. Ce dernier sujet sur la planification, qui fait l'objet de nombreuses contributions aujourd'hui, est sans doute trop rapidement traité dans une conclusion¹⁴. Par exemple, on sait que la qualité

et l'actualité des informations recueillies par des organismes de planification en vue de former des prix pertinents est également un problème pour celles envoyées par le marché. Celui-ci se révèle le plus souvent incapable de fournir toute l'information prétendument disponible. Et une « planification par objectifs » (p. 176) est inefficace ou simplement indicative si les objectifs ne sont pas accompagnés des moyens nécessaires.

Au total, ce livre a la grande qualité de présenter un inventaire des enjeux et des difficultés du développement de l'intelligence artificielle. Certes, la lancinante question sur la neutralité ou non de la technique reste sans réponse autre que celle de la faire dépendre des choix de la société et des rapports de force qui y règnent. Cela est juste et, sans doute, ne peut-on guère en dire beaucoup plus. Il n'empêche que la pente descendante vers la non-maîtrise et l'emballlement technique est raide. Et on peut compter sur les forces et la logique capitalistes pour accentuer les dérives si le profit est au bout. Le livre a le mérite de suggérer que, peut-être, le devenir du capitalisme et celui de la révolution technique sont liés. Sur le fond, on partagera assez largement cette hypothèse, et dans l'ensemble ce livre apporte nombre d'arguments intéressants, qui corroborent selon nous le risque de crise globale déjà évoqué dans la recension du livre de Dominique Plihon.

On sera plus réservé sur la forme : l'écriture à plusieurs mains aurait mérité davantage de coordination ; par exemple, la question du travail est abordée dans plusieurs chapitres. Le style est assez disparate et il manque parfois de fluidité¹⁵.

Terminons en saluant l'ambition des auteurs clairement affirmée d'emblée et renouvelée tout au long du livre : « Au-delà des enjeux techniques, il s'agit d'inventer tant une politique qu'une éthique de l'IA qui puissent concilier l'innovation avec la justice sociale et la protection de la dignité humaine, afin qu'elle soit véritablement au service de l'humain. » (p. 13).

¹⁴ La référence unique donnée par les auteurs sur cette discussion ne permet pas d'en donner un aperçu plus divers. Pour ne s'en tenir qu'à la revue *Les Possibles*, celle-ci a abordé les questions de la révolution numérique, de la transformation des rapports sociaux et du travail, de l'exploitation de celui-ci, notamment récemment dans ses numéros 27 (2021), 30 (2022), 38 (2024), 39 (2024).

¹⁵ On est un peu étonné que, au regard de ce que l'on sait du virilisme et du masculinisme ostentatoires et violents de plusieurs dirigeants de la tech, le choix systématique de l'écriture inclusive sous la forme bilinguée – au lieu d'épicènes de temps en temps pour alléger – aboutisse à une formulation un peu surprenante : « les tenants et les tenantes de l'IA » (p. 80). Y a-t-il beaucoup de « tenantes » de ce type à la tête des tech de l'IA ?

En d'autres termes, l'éthique est politique et la politique possède sa dimension éthique.

C'est cette ambition commune aux deux livres recensés qui nous les avait fait réunir ici dans ce double compte rendu de lecture. On ajoutera que, au-delà des faits rapportés et des analyses théoriques esquissées pour rendre compte des transformations techniques et systémiques, une discussion d'ordre épistémologique pourrait être ouverte. Dans la somme énorme qu'il a rassemblée dans un ouvrage récent, le sociologue Bernard Lahire pose le problème de mettre au jour ce qu'il appelle des « invariants », à savoir « des lois, des régularités ou des mécanismes généraux, qu'ils concernent les structures du comportement ou les structures sociales. Car il n'y a de science que du général, même quand on travaille sur des cas singuliers, c'est toujours du général à l'état replié que l'on étudie. »¹⁶ Analyser le capitalisme relèverait sans doute d'une telle démarche.

¹⁶ Bernard. Lahire, *Les structures fondamentales des sociétés humaines*, Paris, La Découverte, 2023, p. 26.